L'approvisionnement de la Suisse en énergie : politique, stratégie, phychologie

Autor(en): **Flachs, Werner K.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association Suisse des Electriciens, de l'Association des Entreprises électriques suisses**

Band (Jahr): **70 (1979)**

Heft 20

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-905438

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'approvisionnement de la Suisse en énergie – Politique, stratégie, psychologie

Exposé de M. Werner K. Flachs, présenté à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Union des Centrales Suisses d'Electricité, le 31 août 1979 à Zofingue.

1. Etat présent

L'approvisionnement de notre pays en énergie est couvert à raison d'environ 80% par des importations. En 1978, la consommation brute par agent énergétique se répartissait selon le tableau I.

En 1978, le pétrole brut et les dérivés du pétrole ont couvert 66,5% de la consommation brute ou 73,5% de la consommation finale d'énergie.

L'énergie consommée en Suisse en 1976 se répartissait comme suit: 51% pour les ménages privés (y compris l'artisanat, l'agriculture et les services), 24% pour l'industrie et 25% pour le trafic et les transports.

Voilà assez de chiffres purs sur l'état présent, en quelque sorte la situation de départ de notre approvisionnement en énergie. Que nous apportera l'avenir? Et quelle est la stratégie qui nous permettra de mobiliser les forces indispensables, à longue échéance, à notre approvisionnement énergétique – à l'aide d'une planification et d'un développement globaux?

Le président de la Commission pour la Conception globale de l'énergie (Gesamtenergiekonzeption GEK), M. Kohn, définirait probablement, sur la base de son expérience, la stratégie comme étant la science et l'art de réunir les intérêts politiques, économiques et psychologiques des différents groupements dans un seul diagramme de forces, de telle sorte qu'il en résulte une politique énergétique optimale et la plus acceptable possible.

La Suisse a-t-elle au moins une politique énergétique? Beaucoup de Suisses en doutent. Ils ne savent pas que la politique énergétique suisse existe effectivement du fait que chaque fournisseur d'énergie – ou chaque intermédiaire – s'efforce de fournir à sa clientèle «son énergie» aux meilleures conditions économiques possibles. Jusqu'à ce jour, cette politique n'a pas été à notre désavantage. Elle a rendu service à chaque consommateur individuel et à toute l'industrie, et dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, elle nous a permis d'accéder à une prospérité unique au monde. Ce n'était pas une politique du «laisser faire», mais une politique parfaitement consciente et basée sur les principes de l'économie de marché; la politique d'une nation travailleuse qui respecte les règles d'une telle économie. La politique énergétique n'est pas élaborée seulement lorsque l'Etat commence à participer à la discussion.

Malheureusement pour notre époque, il existe quelques concitoyens et partis politiques pour lesquels une politique énergétique digne de ce nom n'existe que si l'on peut trouver sous cette désignation des lois, prescriptions et paragraphes accordant le plus de compétences possible à l'Etat. Ici comme ailleurs, on s'adonne à l'illusion que plus rien ne pourrait mal tourner et que tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si, par des décisions d'Etat, tout était réglementé.

Tableau I

Agent énergétique	Part à la consommation brute du pays (%)	
Pétrole brut	19,5	79,9% = Importations (./. exportations)
Dérivés du pétrole	47,0	
Energie nucléaire	10,8	
Gaz naturel	3,9	
Charbon	1,1	
Electricité/exportation d'excédents	−2,4	
Energie hydraulique	18,2	20,1% = Production propre
Bois	1,0	
Ordures ménagères	0,9	
	100,0	

2. Louanges pour la Conception globale de l'énergie

Permettez-moi de revenir sur mes mots: ... à l'aide d'une planification et d'un développement globaux. C'est exactement ce que cette Commission pour la Conception globale de l'énergie a fait au cours des dernières années. Les groupements d'intérêts les plus divers ont participé, directement ou indirectement, aux résultats positifs des études de cette Commission, dont le rapport final représente un travail approfondi et bien équilibré. Il nous permet de discerner aujourd'hui déjà les différents aspects et prémices et d'en tirer les conséquences qui s'imposent pour l'avenir. Avenir qui ne peut, bien entendu, apparaître en toute clarté et ne peut être maîtrisé que si nous incluons notre expérience du passé et l'analyse de la situation actuelle dans nos conclusions et nos «idées directrices pour demain».

Encore une remarque intercalaire: il est aujourd'hui exclu qu'un pays comme la Suisse, donc un pays continental sans accès direct à la mer, puisse élaborer sa politique énergétique en solitaire et dans un parfait isolement. Il est donc excellent que la Suisse participe à l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Même si de temps à autre nous devons encaisser un reproche, il n'y a, à mon avis, rien à prendre au tragique. Politiquement et économiquement, nous vivons dans de tout autres conditions que la presque totalité des Etats membres de l'AIE. Notre système politique et économique, mais aussi et surtout notre propre attitude envers un grand nombre de problèmes, sont si fondamentalement différents de ceux des Etats étrangers comparables, qu'il ne saurait être étonnant que, dans les questions des économies d'énergie par exemple, l'étranger réagisse, parle et agisse de façon totalement différente. Disons-le d'emblée: je doute fort que dans les autres pays industrialisés, qui opèrent à coups de prescriptions apparemment rigoureuses, ou à l'aide de subventions, on économise davantage, ou qu'on gaspille moins d'énergie qu'en Suisse.

Chez nous, ce sont ici encore les mécanismes du marché et des prix qui agissent comme régulateurs et amortisseurs:

nous avons un intérêt direct et matériel à procéder à des investissements destinés à économiser de l'énergie, et à adapter sans cesse notre propre attitude, notre comportement de consommateur, à l'emploi que nous faisons de l'énergie. Lorsqu'on nous reproche que notre pays ait un retard de sept à huit années, on veut parler des prescriptions de l'Etat. Je suis convaincu qu'au cours de cette année, et très certainement au cours de l'année prochaine, nous consommerons moins de produits pétroliers, malgré l'absence d'un article concernant l'énergie dans la Constitution, que les autres pays européens avec toutes leurs lois et ordonnances. Quoi qu'il en soit, les critiques émanant de Paris ne doivent pas nous inciter à douter de la valeur et du sens de notre propre comportement. Ceci n'est du reste pas uniquement valable dans les questions d'énergie.

Dans la conception de notre politique énergétique, nous devons analyser à la fois la structure mondiale de l'énergie, la situation actuelle et les évolutions possibles. Permettez-moi de consacrer quelques mots à cet impératif, avant d'en venir aux aspects stratégiques proprement dits pour notre pays.

Quelle sera la situation dans 20 ou 30 ans? Il est relativement facile et exempt de risque de parler du rôle du pétrole et du gaz naturel en l'an 2000. Certains d'entre nous ne seront d'ailleurs plus là pour demander des comptes sur nos estimations erronées. Et cependant, la fin de notre siècle n'est qu'à 20 années de distance, phase très courte pour le développement technique de l'énergie. Tout nouveau projet de notre branche, quelqu'en soit le domaine, requiert toujours une durée de 10 à 15 ans, qu'il s'agisse de la mise en valeur d'un champ pétrolier maritime, d'un système d'exportation de gaz naturel ou de la réalisation d'une installation nucléaire. Ce n'est donc qu'à la fin du siècle qu'on verra si nos décisions et options d'aujourd'hui étaient vraiment dans la bonne direction.

Depuis l'année 1973, nous avons tous pu constater le degré d'incertitude de nos pronostics et de nos «programmations» dans le domaine de l'énergie. Les événements de 1973/74 peuvent nous donner un avant-goût de tout ce qui peut encore se passer dans les questions de prix. La plupart des industries, et avec elles les économies nationales des pays consommateurs, ont sans doute subi une récession, mais elles ont pu s'adapter plus ou moins rapidement aux nouvelles conditions de prix. Après peu de temps, les approvisionnements en pétrole étaient de nouveau rétablis, voire confortables. Une fois encore, on a pu recourir aux importations de pétrole pour assurer une nouvelle croissance économique. Après le recul marqué des années 1974 et 1975, la consommation mondiale de pétrole, hormis les Etats communistes, a de nouveau augmenté de 4% en moyenne annuelle.

Tout récemment, nous avons vécu l'interruption des livraisons de l'Iran. En même temps, nous avons dû constater que pour des raisons techniques ou politiques, l'Arabie Saoudite ne pouvait pas toujours et immédiatement compenser à volonté les défaillances d'approvisionnement d'autres pays. De même, d'autres fournisseurs importants ont reconsidéré leurs intérêts politiques et nationaux. Tous ces faits montrent que les hypothèses passées, comme celles qui dominaient à la Conférence mondiale de l'énergie d'Istanbul en 1977, ne peuvent plus être considérées comme réalistes. Ces hypothèses prévoyaient des productions mondiales des pays de l'OPEP de 1,5 milliard de tonnes pour 1978, de 2,25 milliards pour 1990 et de 2,5 milliards pour l'an 2000.

3. A la veille d'une raréfaction et d'une récession?

Aujourd'hui, tout indique une limitation de la production de pétrole brut et des symptômes de raréfaction sur le marché. Je ne m'attarderai pas sur la situation du premier semestre de 1979. Elle figurera sous la dénomination de «deuxième crise du pétrole» dans les annales de l'histoire mondiale et de l'énergie. Cette crise a été passagèrement surmontée grâce à la politique clairvoyante et raisonnable de l'Arabie Saoudite, malgré les fortes réactions de l'Iran, de la Libye et du Nigéria. Par suite de l'augmentation des prix et de l'incapacité des pays industrialisés à réduire fortement et à court terme leur consommation d'énergie, cette crise aura certainement pour conséquence une nouvelle récession dont le creux peut être prévu pour les années 1980 et 1981. On peut s'attendre à ce que l'offre et la demande soient de nouveau équilibrées dans un proche avenir, mais conjointement à une perte de 4 points du PNB dans les pays de l'OCDE. Un état d'équilibre sur cette base sera pourtant plus instable et plus fragile que tous les équilibres antérieurs. A mon avis, il faudra toujours compter avec des modifications de structure dans le domaine du pétrole et avec de nouvelles perturbations de l'équilibre des prix, tout comme avec d'inévitables majorations périodiques, dès que dans un endroit quelconque, la demande dépassera l'offre. Cela se produira pour de simples raisons de marché et sans la moindre intervention de l'OPEP, vu qu'à l'avenir, aucun pays producteur ne sera en mesure d'établir par lui-même et isolément un nouvel équilibre entre l'offre et la demande.

Quelles seront les conséquences? Je pense en premier lieu à une croissance économique encore plus faible. Pour les années huitante, on doit prévoir un taux de croissance du PNB d'au maximum 3%, et pour les années nonante, un taux de 2,5% seulement. Pour de si faibles taux, la production actuelle de pétrole brut de l'OPEP, à savoir 1,5 milliard de tonnes, suffira pour assurer l'équilibre des approvisionnements énergétiques – équilibre parfaitement réalisable au point de vue technique et économique, mais très instable et sujet à perturbations du point de vue politique.

Les perspectives qui s'offrent à nous aujourd'hui peuvent sembler rassurantes. Pourtant, à moyen et à long terme, elles ne sont guère encourageantes. Certains pays industrialisés, tels que la Grande-Bretagne et la Norvège, sont dans l'heureuse situation de disposer de leurs propres sources d'énergie. Certains autres pays peuvent peut-être se payer le luxe d'acheter une part considérable du pétrole disponible, avec l'argent dont ils disposent, sans pour autant mettre en danger leur balance des comptes. Pour d'autres pays en revanche, il ne reste rien d'autre à faire que de serrer plus fortement la ceinture. Ces faits conduiront à une aggravation des différences économiques entre les Etats. Ce qui peut entraîner à nouveau de l'inflation et du chômage – ce qui conduirait immanquablement à une véritable crise, s'il n'existait une réelle issue, propre à nous tirer de la situation troublée et confuse d'aujourd'hui et que non seulement nous pouvons utiliser, mais devons absolument mettre à profit: la solution par des prix plus élevés, qui agissent comme régulateurs de la demande et sont vraiment efficaces. Les pays consommateurs, et même tous les pays consommateurs, doivent à l'avenir accepter ces prix authentiques et régulateurs. Il n'existe absolument aucune autre mesure, ni restrictions de l'importation, ni contingentement, ni prescriptions, ni subventions, qui puissent remplacer l'effet régulateur, sur la demande, du mécanisme des prix en économie libre.

4. L'issue: le prix comme régulateur de la demande

Des prix d'énergie plus élevés ne freinent pas seulement la demande, mais nous incitent en outre à réaliser un certain nombre de choses souhaitables. Ils facilitent par exemple la décision de chercher du pétrole et du gaz naturel dans des régions non encore prospectées. Ils stimulent la recherche et le développement de nouvelles sources d'énergie. Ils encouragent aussi à renoncer au pétrole au profit du charbon et de l'énergie nucléaire. Cette dernière est actuellement à notre disposition sous une forme mûre et économiquement applicable. Et le charbon est d'un prix particulièrement avantageux. Ces deux sources d'énergie peuvent servir à remplacer environ un quart du pétrole que nous gaspillons aujourd'hui pour la production de vapeur. Je suis particulièrement conscient du fait que l'opposition de certains protecteurs de l'environnement (et avant tout de ceux qui ne le sont que pour suivre la mode) contre la construction de centrales nucléaires continuera à être virulente. Comme par le passé, certains prophètes nous prêcheront la croissance zéro. On peut cependant se permettre de constater une bonne fois que ces groupements se verront de plus en plus confrontés au reproche de ne pas s'opposer seulement à la grande technologie et à ses risques, mais également à une économie saine dans son essence, à la prospérité générale, à la paix sociale, et donc, en dernier ressort, de saboter la sécurité nationale.

Bien que la clef proprement dite du problème de la demande se trouve dans le mécanisme des prix, les consommateurs d'énergie et les pays consommateurs doivent faire autre chose encore: ils doivent économiser l'énergie, ou, mieux, utiliser l'énergie de façon plus économique et rationnelle. Pourquoi cette nuance? La notion d'économie sous-entend une restriction. Une utilisation plus économique et plus rationnelle implique au contraire l'idée d'investissements supplémentaires, de nouvelles installations, de conversion d'équipements, de remplacement d'appareils de mesure et de régulation – et de nouveaux emplois. Ici également, dans la politique énergétique, on ne saurait s'en tirer sans un brin de psychologie ...

Le consommateur d'énergie individuel ne se sent que très peu enclin à dépenser de l'argent pour réduire sa facture de mazout. L'entreprise individuelle attend à court terme que les investissements destinés à économiser de l'énergie présentent un rapport positif entre les frais et les bénéfices et veut à tout prix rester concurrentielle. Par contre, le gouvernement d'un pays tributaire des importations d'énergie doit considérer les effets de la balance des comptes sur l'économie nationale, et s'efforcer d'obtenir que l'énergie disponible et les installations existantes soient exploitées aussi économiquement que faire se peut. Aucun pays ne saurait aujourd'hui se dispenser de s'occuper de l'approvisionnement en énergie et de tenir compte des conséquences qui en découlent pour l'économie nationale. Par une politique des prix conforme au marché, par une législation fiscale et d'amortissement stimulante, chaque Etat doit influencer son bilan énergétique de telle façon, qu'au plus tard à la fin du siècle, un large éventail d'agents énergétiques puisse remplacer notre actuelle et unilatérale dépendance du pétrole. Ou, pour définir un objectif concret: dès l'an 2000, du pétrole là seulement où l'on ne saurait vraiment le remplacer, par exemple dans les transports et comme matière première de l'industrie chimique. Et pour le chauffage des locaux, chaleur à distance ou énergies nouvelles dans toute la mesure possible.

Nous avons ainsi esquissé les différentes possibilités et leurs conséquences. Je voudrais maintenant les concrétiser à l'aide de deux scénarios basés sur des évaluations. Dans le tableau II, on a représenté pour les années 1990 et 2000 une évaluation de l'offre d'énergie, en dehors des Etats communistes, d'une part pour une croissance de l'économie freinée ou perturbée, d'autre part pour une évolution un peu plus expansive.

La production mondiale du pétrole brut en dehors du bloc communiste atteindra probablement son maximum d'environ 3600 millions de tonnes par année vers les années nonante. Ce niveau de production pourrait être maintenu pendant une assez longue période. Cela implique toutefois que les pays producteurs – et en premier lieu l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak et le Mexique – veuillent bien y consentir et que l'incitation (avant tout quant au prix, et éventuellement aussi quant à la politique) en soit suffisante.

La production du gaz naturel peut être accrue bien au-delà de la fin du siècle, car de grands gisements n'ont pas encore été entamés. Pour le gaz naturel se pose le problème du transport depuis les lieux d'extraction jusqu'aux centres de consommation souvent très éloignés. Il y a lieu de tenir compte aussi des risques de financement, et de la sécurité politique relative à cette technologie géante.

En soi, le charbon ne pose pas de problèmes, à l'exception des risques politiques dus à la répartition géographique des réserves existantes. On peut en déduire que la part du charbon aux échanges internationaux s'élèvera à plus de 500 millions de tonnes à la fin du siècle, au lieu des 120 millions de tonnes actuelles.

Enfin l'énergie nucléaire: les événements de Harrisburg peuvent être considérés et interprétés de très diverses façons. On peut soit les considérer comme une mise en garde quant à des catastrophes potentielles, ce qui conduirait immanquablement à une réduction du programme des constructions nucléaires, soit comme le signe rassurant que malgré des défaillances humaines et des défauts matériels, les risques des réacteurs à eau légère peuvent être maîtrisés.

Les chiffres du tableau II se basent sur cette seconde hypothèse et impliquent une relance des programmes de construction interrompus ou remis à plus tard à cause de Harrisburg. Si cette relance faisait défaut, elle devrait être payée d'une augmentation supplémentaire de la dépendance du pétrole.

5. L'importance prépondérante des Etats-Unis et perspectives mondiales

Je voudrais ici m'éloigner quelque peu du sujet et mentionner l'importance décisive des Etats-Unis, et de la politique énergétique américaine, pour l'équilibre global. Même les taux de consommation d'énergie les plus bas du tableau II supposent que la production de pétrole et de gaz naturel indigènes des Etats-Unis, ainsi que leurs importations, peuvent être maintenues au niveau actuel. On se base sur l'hypothèse que les Etats-Unis auront doublé leur production de charbon d'ici à l'an 2000. On suppose en outre que 100 installations nucléaires supplémentaires – en plus des 60 centrales qui se trouvent actuellement en exploitation, et des 90 centrales qui sont soit en construction, soit en projet – seront construites, ce qui, aujourd'hui, semble être une hypothèse plutôt optimiste. On admet enfin que la part de l'énergie solaire croîtra, que l'exploitation des schistes pétroliers sera accélérée, et que toutes

ces mesures «actives» seront accompagnées, du côté «passif», par de considérables mesures d'économie, c'est-à-dire par une utilisation plus rationnelle des moyens disponibles. Si – et ce «si» est décisif – tous ces espoirs se réalisent, et si toutes ces mesures sont prises, il serait possible que les Etats-Unis ne doivent plus importer en l'an 2000 que 350 millions de tonnes de pétrole brut, par rapport aux 400 millions de tonnes de l'année 1978. Beaucoup d'experts sont d'avis que les estimations concernant le charbon et l'énergie nucléaire sont trop optimistes. Espérons que les experts se trompent!

Si les choses devaient rester où elles en sont, le «bilan pétrolier» serait scabreux: chaque centaine de millions de tonnes de charbon en moins nécessiterait une importation supplémentaire de 50 millions de tonnes de pétrole. Et 40 centrales nucléaires non construites produiraient un «trou» qui devrait également être comblé par 50 millions de tonnes de pétrole d'importation en plus. Si le programme des Etats-Unis devait mal tourner, on se trouverait face au risque de devoir importer environ 600 millions de tonnes de pétrole brut au lieu des 350 millions de tonnes projetés. Les répercussions d'une telle «succion d'importation» supplémentaire sur le marché mondial, sur les prix des produits pétroliers, sur la stabilité politique et la sécurité, sont à peine imaginables. Il est donc parfaitement indiqué et légitime que nous placions tous nos espoirs dans la compréhension du peuple américain envers l'urgence du programme énergétique, et que nous attendions de lui qu'il surmonte ses idées préconçues, afin que les autorités, les experts et les entreprises industrielles soient encouragés (au lieu d'être freinés) pour le développement du charbon et de l'énergie nucléaire, dans une mesure qui réponde à son importance.

Personnellement, je considère avec un certain scepticisme la situation américaine et son évolution probable. La politique des prix bas et des contingentements, introduite en 1973/74 pour des raisons de politique conjoncturelle, avec son appareil de contrôle très compliqué et sophistiqué, présente toutes les caractéristiques d'une économie planifiée à l'extrême et qui me semble d'emblée condamnée à échouer sur les questions essentielles.

En résumant ce tour d'horizon sur l'énergie mondiale, je voudrais exprimer l'espoir que les peuples des nations industrialisées trouveront la volonté et l'esprit inventif nécessaires pour parer à cette dépendance unilatérale du pétrole, pour la réduire et pour surmonter les obstacles politiques et psychologiques, même sans «chocs pétroliers», qui de toute façon nous frapperont à l'avenir. Comme je l'ai expressément mentionné, il ne nous reste que très peu de temps pour ce «crépuscule des dieux». Ce n'est qu'au siècle prochain que nous pourrons sérieusement compter sur l'énergie solaire, la fusion nucléaire et la technologie de l'hydrogène. Certaines de ces formes d'énergie ne verront peut-être même jamais le jour. Par contre, le charbon jouera certainement un rôle important, tant comme combustible que comme matière première pour la fabrication

L'offre d'énergie – Scénarios pour 1978 – 1990 – 2000 dans le monde entier, sans les Etats communistes
(en millions de tonnes de pétrole ou équivalents de pétrole par année)

Tableau II

	1978	1990		2000	
Scénario		Croissance économique freinée ou perturbée	Croissance économique expansive	Croissance économique freinée ou perturbée	Croissance économique expansive
Situation économique		lente	animée	lente	animée
Inflation des prix du pétrole compensée		constante	constante	constante	constante
Production de pétrole de l'OPEP		moyenne	élevée	moyenne	élevée
Comportement des pays consommateurs pour réduire la dépendance du pétrole		passive	active	passive	active
Production de pétrole brut					
OPEP	1515			1850	2250
En dehors de l'OPEP	915			1350	1350
Importations du bloc de l'Est	80			100	100
Total	2510	3000	3500	3300	3700
Offre complémentaire d'énergie					
Gaz naturel	815			1050	1300
Charbon	825			1350	1850
Energie nucléaire	125			800	1000
Energie hydraulique et autres	330			500	650
Total	2095	3000	3500	3700	4800
Offre totale	4605	6000	7000	7000	8500
Augmentation de la consommation d'énergie 1978...90/1990...2000		% 2,2	% 3,6	% 1,6	% 2,0
Taux de croissance du PIB 1978...90/1990...2000		3,0	4,4	2,6	3,5
Rapport Energie/PIB (1978 = 100)	100	91	91	83	79

de gaz et d'hydrocarbures. L'éventail de tous ces agents énergétiques, le poids que nous accordons à chacun d'eux et ce que nous saurons en faire, façonneront notre mode de vie futur, pour ne pas dire la «qualité de la vie» de notre société.

Après avoir présenté l'ensemble du problème, revenons à nos propres soucis, donc au thème proprement dit de cet exposé.

6. Les grands problèmes

Pour situer tout de suite la juste proportion, ou l'«ordre de grandeur»: la quote-part suisse du besoin mondial d'énergie s'élève à 0,35 %, et celle du besoin de pétrole brut à 0,4 %. A vrai dire, un «tout petit poisson» à l'échelle mondiale. Cependant, pour nous, le problème est suffisamment important pour que nous nous en occupions.

La première crise du pétrole, en 1973/74, a tiré nos autorités et nos politiciens d'un sommeil de Belle au bois dormant qui avait duré pendant deux générations. Lorsqu'au début de l'année 1973, des experts en énergie avaient signalé l'apparition éventuelle d'une pénurie des approvisionnements, leur avertissement n'a pas été pris au sérieux. Aujourd'hui, l'énergie est un sujet de discussion quotidien. Nous avons passé d'un extrême à l'autre. Et comme il se doit lorsque chacun parle de sujets si complexes, les prétendus «experts», les «missionnaires» et les «adorateurs du soleil» se mettent à pulluler comme les champignons après la pluie. Pour certains politiciens, voire pour des partis politiques entiers, c'était la grande occasion de se distinguer en faisant de la politique économique par le biais de la politique énergétique et en essayant de réaliser à leur façon ce que d'autres n'avaient pas réussi: modifier la structure de notre société. Je vous raconte peut-être un secret de polichinelle, mais il est des faits qu'on devrait rappeler de temps à autre.

7. Objectivité au lieu d'idéologie: le rapport GEK

On peut certainement affirmer que la décision du Conseil fédéral de charger un groupe d'experts et de représentants de différents secteurs économiques, d'élaborer une conception de l'énergie, a été un heureux événement. Après quatre années de travail acharné, M. Kohn, président de la Commission, a pu présenter son rapport au public. Ce rapport doit être qualifié d'exemplaire à l'échelle internationale, et les responsables ont droit à notre reconnaissance et nos remerciements pour cette performance.

Vous aurez certainement déjà remarqué que j'accorde la préférence au scénario II, parmi les variantes décrites dans le rapport GEK. Je suis convaincu que, par l'intermédiaire des forces qui régissent le marché et par les prix, on obtiendra la compréhension nécessaire des citoyens. L'éveil de la volonté d'économiser l'énergie ne peut pas être obtenu uniquement par des appels à grande diffusion, par des campagnes ou même par des prescriptions. Dans notre structure démocratique et d'économie de marché, l'utilisation efficace de l'énergie doit commencer au niveau des consommateurs individuels. Ce n'est qu'ainsi que nous aurons des chances de succès.

Avec son article constitutionnel et son impôt sur l'énergie, le scénario III conduit à un système de planification centralisée – au lieu d'agents énergétiques et de fournisseurs agissant en concurrence. A mon avis, il s'agit là d'un premier pas vers un dirigisme propre à faire dévier notre économie de sa structure actuelle.

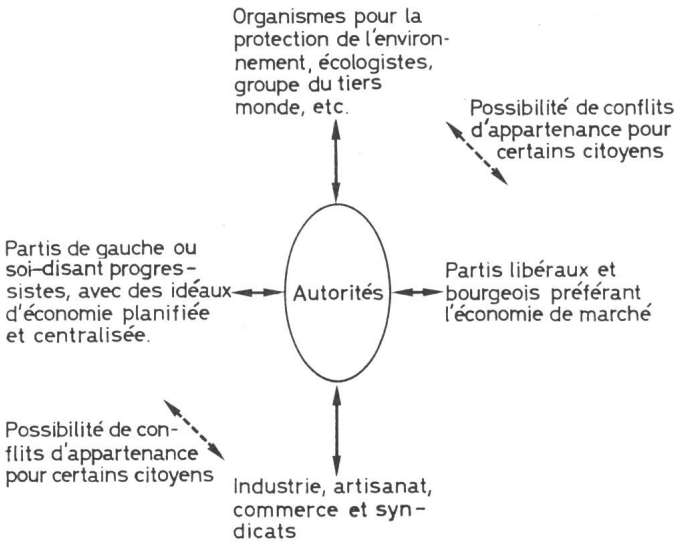

Fig. 1 Champ de forces de la politique énergétique

L'appareil administratif qui alourdit le scénario III devrait en fin de compte être payé par le consommateur. Je doute fort que cela permette de mettre à disposition pour l'avenir une énergie plus sûre et moins chère que ne le ferait le scénario II.

A l'aide du rapport GEK, nous pouvons et nous devons maintenant nous demander comment nous voulons façonner notre avenir dans le domaine de l'énergie, et si nécessaire, quelles sont les compétences que nous voulons accorder aux autorités fédérales. Que les opinions à ce sujet soient diamétralement opposées n'est pas très étonnant. Nos autorités se trouvent pour ainsi dire au centre d'un champ de forces à quatre pôles (voir fig. 1)

Quand les organisations pour la protection de l'environnement assurent qu'elles s'engagent pour une amélioration de la prospérité générale, on doit dire que leur conception de la prospérité générale n'est pas identique à celle des vrais auteurs de notre prospérité, ni de ceux qui doivent mettre à disposition les moyens de la maintenir.

Nous trouvons donc des avis très divergents, des opinions très variées sur les possibilités de production d'énergie et de sa mise en œuvre. Les conceptions économiques et de politique économique sont elles aussi fondamentalement différentes. Dans les partis politiques, les différences sont à peu près clairement délimitées, de même que les objectifs à atteindre. Il appartient par exemple à la stratégie marxiste-socialiste de diffamer systématiquement, entre autres, les banques, les sociétés pétrolières et l'industrie nucléaire, afin de pouvoir en fin de compte remettre leurs fonctions à l'Etat. Les responsables de ces secteurs économiques et les personnalités marquantes de notre économie se trouvent placés au centre de ces machinations politiques. C'est pourquoi leurs collaborateurs et leurs concitoyens attendent d'eux une prise de position claire et sans équivoque, où les limites de la politique économique et sociale doivent être clairement définies.

Nous constatons cependant sans cesse, dans la politique quotidienne, que certains représentants de partis bourgeois empruntent à court terme les arguments des partis soi-disant

progressistes, et se rallient à leur point de vue pour de simples raisons de tactique électorale. Une conséquence fâcheuse de telles attitudes, admissibles en soi du point de vue démocratique, est l'incertitude supplémentaire qui en résulte pour le citoyen et consommateur.

8. Désorientation des citoyens

Des déchirements se produisent de toute façon, par exemple pour le citoyen qui compare ses conceptions quelque peu débridées de la protection de l'environnement avec les principes et postulats de son parti bourgeois, ou pour l'ouvrier syndiqué en tant que membre du parti socialiste. Dans les discussions de politique énergétique, le conflit vient soudain au grand jour, avec l'incertitude. Des convictions profondément liées au style de vie et aux buts de l'existence deviennent vacillantes. Et lorsque des institutions ecclésiastiques et leurs porte-parole commencent à se mêler au jeu, l'insécurité devient complète: terrain fécond pour les modificateurs de systèmes et les affairistes politiques.

Lorsqu'on réussit en outre à enflammer les citoyens (et les citoyennes!) par du sensationnel et des informations volontairement déformées, la chose commence à devenir désagréable. Dans votre domaine d'activité, vous avez vécu cela à satiété. Nous en avons aussi une certaine expérience. Nous devons pourtant admettre que l'incertitude est beaucoup plus avancée que nous ne voulons bien l'avouer. Lorsque dernièrement, au cours d'une causerie d'après lunch auprès d'une organisation de service, j'ai annoncé en introduction que j'en viendrais à parler des bénéfices des sociétés pétrolières multinationales, un murmure complaisant, qu'on ne pouvait s'empêcher d'entendre, a fait le tour de la salle.

Mais lorsqu'on tente de prendre avec des faits le contrepied d'opinions erronées, on s'aperçoit soudain des difficultés psychologiques qu'il faut surmonter auprès des auditeurs. Des opinions préconçues, mille fois répétées dans les média et autour des tables d'auberge, ne peuvent presque plus être extirpées. Dans les pays de l'Est, on parle d'endoctrinement systématique et dirigé.

Un exemple quasiment classique est donné par les prétendus «bénéfices injustifiés des sociétés pétrolières». L'affirmation que ces bénéfices sont «injustifiés» est simplement colportée, sans que l'individu se demande une seule fois quel peut bien être le rendement des capitaux engagés et quelle proportion de ces «énormes bénéfices» est immédiatement réinvestie pour assurer les approvisionnements énergétiques de l'avenir. Et si l'on comparait les bénéfices qui font l'objet des critiques avec ceux d'autres industries, on verrait clairement que pour une activité aussi pleine de risques et aussi intense du point de vue des investissements, on ne pourrait guère parler de bénéfices disproportionnés ou injustifiés.

Les termes «bénéfices» et «multinationales» sont devenus des slogans agressifs qui, combinés à une fausse représentation de la puissance, sont très volontiers utilisés sans la moindre analyse des faits réels.

Différentes études faites au niveau national et international ont prouvé que des sociétés qui, comme nous le savons, doivent rester actives internationalement, ne sauraient être remplacées par des gouvernements. On confond trop souvent les notions de «puissance» et de «capacité».

Les gouvernements détiennent de la puissance, mais non la capacité requise pour jouer un rôle économique important dans le domaine international du pétrole.

En revanche, les sociétés pétrolières disposent des capacités professionnelles requises, mais de très peu de puissance, bien qu'on leur en attribue à tort beaucoup. La puissance d'une société pétrolière ne consiste que dans la possibilité de décider si elle veut investir ou non dans un pays donné, ou si elle veut se retirer de tel pays.

9. Les bénéfices ne servent pas à défendre une idéologie

Qu'une société doive faire des bénéfices ou non n'est pas une question d'idéologie, mais d'existence. Le profit et le bénéfice ne doivent pas être exprimés en chiffres absolus, mais bien plutôt sous forme de rentabilité des capitaux engagés, et non en augmentation ou diminution relative par rapport à l'exercice précédent. Malheureusement, une telle méthode ne permettrait pas de lancer des chiffres sensationnels. Si le paiement des intérêts des moyens engagés se situe au dessous du niveau des taux d'intérêt du marché des obligations, on doit réellement se poser la question de savoir quelle compensation la société reçoit pour les risques encourus, et si à l'avenir elle pourra encore procéder à des investissements pour le renouvellement des unités de fabrication existantes.

Si, à la longue, une société ne réalise pas des bénéfices suffisants, il ne lui reste plus qu'à déposer son bilan, à suspendre son activité et sa production, et à licencier son personnel. Dans ce contexte, on ne peut parler de bénéfices minimaux, car les bénéfices ne sont pas des grandeurs invariables. Il y a des années grasses et des années maigres, dont les résultats ne peuvent pas toujours être influencés directement.

Je sais que je ne vous raconte rien là de nouveau. Mais vous doutez-vous du nombre de concitoyens qui sont d'avis qu'une entreprise qui réalise des bénéfices prospères aux dépens d'autrui? Tout industriel devrait pourtant être fier de ses succès, car il ne permet pas seulement à l'Etat de percevoir des impôts, par exemple pour des prestations sociales, mais il assure et crée des emplois et des investissements pour l'avenir. On ne saurait trop insister sur ce point.

Si en plus un gouvernement, comme c'est le cas aux Etats-Unis, désire démanteler les sociétés pétrolières, c'est-à-dire en sociétés de production, de raffinage et de distribution, et leur interdire en outre de mettre en valeur leur savoir-faire pour le développement d'autres formes d'énergie, cela touche à l'autodestruction.

Vous vous demandez peut-être ce que tout cela peut bien avoir à faire avec l'importance stratégique de l'approvisionnement de la Suisse en énergie?

10. La stratégie débute par la politique

Tout, Mesdames et Messieurs. Vous pouvez être convaincus que l'industrie, et avec elle les responsables des différents agents énergétiques, prendront soin que nos concitoyens soient approvisionnés en énergie comme ils le désirent. Il est certain qu'elle ne sera plus aussi bon marché qu'elle l'a été par le passé. Et plus les obstacles de nature politique ou technique qu'on lui oppose seront nombreux, plus les prix de l'énergie monteront.

Un exemple de ce que les obstacles politiques peuvent provoquer nous a été donné par Kaiseraugst. Que l'usine soit construite ou non, dans les deux cas nous devrons payer l'addition, par la feuille d'impôt ou par la facture d'électricité.

Dans notre branche également, nous connaissons de tels obstacles. Je n'en citerai que deux: premièrement, aucun pays européen, à l'exception de la Suisse, ne prévoit d'impôt sur le *fuel* et le gaz nécessaire au raffinage du pétrole.

Par ses plus récentes prescriptions concernant la teneur en plomb de l'essence super et entrant en vigueur en 1982, ainsi que par la limitation existante pour la teneur en benzol (ceci à titre de second exemple), la Suisse s'est décidée à agir tout à fait isolément. Du fait que nous ne pouvons produire qu'environ un quart de cette qualité d'essence dans des raffineries suisses, le reste doit être acheté à l'étranger. Une telle qualité ne s'obtiendrait qu'en Allemagne, et encore en quantités limitées, par suite de la teneur maximale de benzol. Des pays fournisseurs traditionnels n'entrent donc plus en ligne de compte et l'on doit prévoir que la situation de l'approvisionnement d'importateurs non intégrés deviendra précaire. A cela s'ajoute encore le fait que lors de la production et de la consommation de ce type d'essence, on utilise davantage de combustible et de carburant que pour les autres qualités.

Rend-on ainsi un service au «bien-être général», comme le disent si joliment les écologistes? On ne connaît encore aucun cas où le plomb provenant des gaz d'échappement sous forme d'oxyde de plomb aurait causé la mort d'une personne. En revanche, nous savons tous qu'en Suisse, une personne meurt toutes les sept heures sur nos routes.

J'en viens ainsi à une question essentielle: celle de la mesure des exigences qu'on nous impose et des critiques qu'on nous adresse.

11. Savoir garder la mesure!

Pendant des années – et également en Suisse – on a fait de grandes démonstrations contre les régimes fascistes du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce et de l'Iran. Mais le conflit fratricide du Vietnam et du Cambodge d'aujourd'hui et les condamnations suivies d'exécutions capitales de l'Iran sont acceptées en silence.

On s'offusque du fait qu'on doive payer plus d'un franc par litre d'essence, mais on trouve naturel que pour un tiers de ce volume d'eau minérale, on doive débourser au moins deux francs (et ce faisant, on oublie que l'Etat prend au passage 58 centimes par litre d'essence pour ses impôts, au contraire de l'eau minérale).

On exige du Conseil fédéral une essence presque exempte de plomb et l'application de prescriptions sur les gaz d'échappement presque irréalisables, mais on accepte sans façon de séjourner pendant des heures dans une salle complètement enfumée.

Nous tous, nous devrions mieux garder la mesure dans nos critiques et nos exigences. C'est de toute importance pour l'avenir – non seulement du point de vue de l'approvisionnement en énergie, mais pour notre vie commune en général.

Nos autorités, et en premier lieu le Conseil fédéral, devraient être davantage conscientes du fait que l'acceptation continuelle et docile d'exigences démesurées implique des options et des erreurs que nos descendants ne pourront corriger qu'à grand-peine.

Nos gouvernements et nos hommes politiques devraient enfin montrer le courage nécessaire pour expliquer en toute clarté au peuple, et en particulier à la jeune génération, qu'entre l'exigence du confort personnel et d'une mobilité individuelle optimale d'une part, et l'appel à la renonciation à toute grande technologie de l'économie énergétique d'autre part, il existe une contradiction qui conduira forcément, à longue ou brève échéance, à des conflits insolubles, sans un renversement des mentalités. Est-il vraiment nécessaire que le choc et la crise soient nos seuls maîtres à penser?

12. Conclusions

Pour terminer, je reviens au début de mon exposé. «Quelle est notre stratégie?» ai-je demandé. J'ai répondu qu'il s'agissait de mobiliser toutes nos forces pour «pouvoir assurer à longue échéance notre approvisionnement énergétique – à l'aide d'une planification et d'un développement globaux». Je suis d'avis que nos autorités et nos concitoyens peuvent sans crainte confier cette tâche à notre économie énergétique.

Si nous définissons la stratégie dans son sens général comme «étant la science et l'art de réunir les intérêts politiques, économiques et psychologiques des différents groupements dans un seul diagramme de forces, de telle sorte qu'il en résulte une politique énergétique optimale et la plus acceptable possible», il en découle que nous sommes tous concernés, ou pour mieux dire: notre responsabilité à tous est engagée. Le rapport GEK qui prochainement sera au terme de la procédure de consultation, expose clairement de quoi il s'agit. Nous lui souhaitons un bon accueil et une forte puissance de persuasion, afin que toutes les forces – dans leur ensemble positives en principe, mais divergentes individuellement – puissent produire cette «résultante», c'est-à-dire qu'on puisse trouver un bon compromis, et qu'on ne perde pas inutilement un temps précieux, sans actions concrètes et pratiques.

Lorsque je parle de stratégie et de son importance pour notre politique énergétique et nos approvisionnements, je ne songe pas aux grands stocks obligatoires de produits pétroliers, de charbon et de combustible nucléaire qui nous permettront certainement de surmonter la prochaine crise. Et je ne pense pas non plus au développement accéléré dans le domaine des énergies de remplacement, que nous poussons avec ardeur sur la base de l'entreprise privée, dans le cadre du Fonds national pour la recherche énergétique. La stratégie concerne bien davantage la politique, le comportement, la compréhension, la tournure d'esprit de l'individu, et surtout la volonté de tous les cercles compétents et intéressés de la politique et de l'économie, pour résoudre en commun les problèmes de l'énergie d'aujourd'hui et de demain, afin que notre pays puisse assurer son indépendance, que notre économie puisse croître sainement et que notre nation puisse avoir l'assurance de sa prospérité et de sa sécurité.

Je souhaite à nous tous, c'est-à-dire à notre Conseil fédéral, à nos hommes politiques, aux dirigeants de nos associations et aux chefs de nos entreprises, le courage et la ténacité indispensables pour résoudre cette tâche.

Adresse de l'auteur

W. K. Flachs, président de l'Union Pétrolière, directeur général de Shell Switzerland, Bederstrasse 66, case postale, 8021 Zurich.